

## EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

## MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 87 — 1850

## 9 JUILLET 1987. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon organisant le démergement

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment les articles 1er, § 3 et 6, § 1er, III, 9°;  
Vu le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution et notamment l'article 2, 17° et 18°, l'article 18, alinéa 2 et l'article 20, § 2;

Vu l'accord du Ministre, membre de l'Exécutif qui a le budget dans ses attributions, en date du 4 mai 1987;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, en date du 13 mai 1987;

Considérant qu'il importe d'organiser la politique de démergement en vue de prévenir les inondations et d'y remédier;

Sur proposition du Ministre-Président et du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Vie rurale et de l'Eau pour la Région wallonne,

Arrête :

## CHAPITRE 1er. — Définitions et agrément des organismes de démergement

Article 1er. Au sens du présent arrêté, on entend par :

- « Exécutif » :  
l'Exécutif régional wallon;
- « Ministre » :  
le Ministre, membre de l'Exécutif régional wallon, qui a dans ses attributions la politique de l'Eau et notamment les matières visées à l'article 6, § 1er, III, 9°, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980;
- « Administration » :  
la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne — Inspection générale de l'Eau;
- « Travaux de démergement » :  
les travaux effectués en vue d'éviter des inondations dues à l'affaissement minier du sol ou de remédier à ces inondations par l'établissement d'ouvrages d'art;
- « Organismes d'épuration » :  
les associations de communes agréées par l'Exécutif en qualité d'organismes d'épuration, conformément aux articles 17 et 18 du décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, en tant que leur ressort territorial est limité au territoire des communes associées.

Art. 2 § 1er. Les organismes d'épuration qui ont dans leur ressort territorial des zones présentant des affaissements miniers qui provoquent des inondations, peuvent être agréés par l'Exécutif pour effectuer les travaux de démergement et pour exploiter les ouvrages y relatifs.

Dans ce cas, ces organismes doivent tenir une comptabilité distincte pour les opérations de démergement.

§ 2. L'Exécutif peut aussi agréer des provinces, des communes ou des organismes publics pour autant que ces pouvoirs ou organismes ne soient pas affiliés à l'organisme d'épuration agréé.

§ 3. Les organismes et les personnes de droit public visés aux §§ 1er et 2 sont dénommés ci-après « organismes agréés ».

§ 4. L'Exécutif réalise lui-même les travaux de démergement lorsque les organismes agréés ne sont pas en mesure de faire face aux exigences techniques rencontrées dans leur ressort territorial.

Il effectue les travaux dans le lit des cours d'eau non navigables de première catégorie.

## CHAPITRE II. — Comité wallon de démergement

Art. 3. Il est créé un Comité wallon de démergement, ci-après dénommé « le Comité ».

Le Comité est composé de trois membres choisis par le Ministre dans le corps académique ou scientifique des Facultés des Sciences appliquées implantées en Région wallonne, en raison de leur compétence dans le domaine traité. Leur mandat est d'une durée de quatre ans. Il est renouvelable.

Un membre dont le mandat vient à échéance reste en fonction jusqu'au moment où le Ministre renouvelle son mandat ou procède au remplacement dudit membre.

Le Ministre désigne un président parmi les membres du Comité sur présentation de celui-ci.

L'Exécutif est représenté auprès du Comité par le Directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement ou son remplaçant.

Les organismes agréés peuvent se faire représenter aux réunions du Comité et demander l'inscription de points à l'ordre du jour.

Le secrétariat du Comité est assuré par un fonctionnaire de l'Inspection générale de l'Eau, Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement.

Le Comité se réunit au siège de l'Administration.

Le Comité établit son règlement d'ordre intérieur qu'il soumet au Ministre pour approbation.

Art. 4. Le Comité assume les missions suivantes :

1° Il propose au Ministre l'avant-projet de programme triennal visé à l'article 7 et l'avant-projet de programme annuel visé à l'article 8 accompagnés de son avis motivé.

2° Il marque son accord sur les demandes d'engagement et de liquidation des subventions, conformément à l'article 14.

3° Il exerce la haute surveillance et le contrôle scientifique du déroulement des travaux de démergement.

4° Il présente au Ministre, après consultation des organismes agréés et des communes concernées, un plan des zones géographiques où des travaux de démergement se justifient et tient ce plan à jour.

5° Il examine les dossiers sous leur aspect scientifique, administratif et technique depuis leur conception jusqu'à leur réalisation, notamment les avant-projets, les cahiers des charges, les métrés, les devis estimatifs, les résultats des adjudications et oriente les études vers les solutions les plus adéquates, eu égard à l'évolution des moyens actuels de construction en matière de démergement ainsi qu'aux moyens de financement disponibles.

**Art. 5.** Lors des réunions du Comité, les membres, le représentant de l'Exécutif et ses collaborateurs bénéficient du remboursement des frais de déplacement, suivant les modalités prévues par les arrêtés royaux du 24 décembre 1984, fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des Ministères et du 18 janvier 1985 portant réglementation générale en matière de frais de parcours tels que modifiés ultérieurement.

Les membres du Comité sont assimilés pour l'application des arrêtés précités aux agents de rang 15.

**Art. 6.** Les trois membres du Comité bénéficient d'une indemnité annuelle forfaitaire à charge de la Région wallonne.

Le montant de cette indemnité est fixé par le Ministre.

### CHAPITRE III. — *Programmation des investissements*

#### *Section I. — Programme triennal*

**Art. 7. § 1<sup>er</sup>.** Chaque organisme agréé transmet au Comité et à l'Administration au plus tard le 28 février de l'année précédant l'exercice budgétaire considéré, un avant-projet de programme triennal comprenant les documents et renseignements suivants :

- la délibération de l'organe de gestion de l'organisme agréé sur l'avant-projet de programme;
- une description des travaux à réaliser ainsi que leur localisation;
- la connexité éventuelle du programme avec des travaux ou des projets gérés par d'autres pouvoirs publics, notamment en ce qui concerne les eaux de surface;
- une note justificative sur l'opportunité, les options retenues ainsi que les priorités envisagées pour chaque travail;
- une estimation des coûts et des charges d'exploitation;
- les délais de réalisation.

§ 2. Dans le mois, le Comité transmet à l'Administration l'avant-projet de programme triennal accompagné de son avis motivé.

§ 3. L'Administration propose au Ministre, au plus tard le 30 avril de la même année, le projet de programme triennal de travaux de démergement.

La proposition de l'Administration comporte l'avis du Comité, ainsi qu'un avis technique et financier situant le projet de programme triennal dans un plan d'ensemble cohérent et indiquant les priorités de réalisation.

§ 4. Le Ministre statue dans le mois de la réception du projet de programme transmis par l'Administration. La notification de l'approbation est transmise par le Ministre à l'Administration qui la communique dans les quinze jours à l'organisme agréé et au Comité.

#### *Section II. — Programme annuel*

**Art. 8. § 1<sup>er</sup>.** Chaque organisme agréé transmet au Comité et à l'Administration, au plus tard le 30 juin de l'année précédant l'exercice budgétaire considéré, l'avant-projet de programme annuel détaillé des travaux de démergement.

Cet avant-projet doit être conforme au programme triennal, sauf exception dont la nécessité est démontrée.

Il comprend la liste des études, travaux, essais géotechniques et acquisitions à réaliser au cours de l'exercice, avec une estimation du coût, en distinguant :

- les travaux en cours de réalisation, qui ont fait l'objet d'un engagement budgétaire antérieur et pour lesquels des engagements nouveaux sont prévisibles;
- les travaux à engager au cours de l'exercice.

§ 2. Dans les deux mois, le Comité transmet à l'Administration l'avant-projet de programme annuel accompagné de son avis motivé.

§ 3. L'Administration examine la conformité de l'avant-projet de programme annuel avec le programme triennal.

Elle transmet au Ministre le projet de programme annuel accompagné de l'avis du Comité et du rapport qu'elle a élaboré, au plus tard le 30 septembre de la même année.

§ 4. Dans le mois qui suit l'adoption par le Conseil régional wallon des décrets contenant les budgets des recettes et des dépenses de la Région wallonne, le Ministre communique à l'Administration le programme annuel tel qu'il a été approuvé.

L'Administration le notifie dans les quinze jours à l'organisme agréé et au Comité.

L'approbation par le Ministre, lorsqu'elle est notifiée, vaut promesse de principe d'octroi des subventions.

### CHAPITRE IV. — *Octroi et taux des subventions pour les investissements*

**Art. 9.** Dans la limite des crédits disponibles, des subventions peuvent être octroyées par le Ministre selon les dispositions du présent arrêté aux organismes agréés pour les dépenses d'investissement définies à l'article 12 ci-après.

**Art. 10.** Pour le calcul des subventions, les frais généraux, les frais de surveillance, les frais d'étude et de direction des travaux sont déterminés selon les règles suivantes :

§ 1<sup>er</sup>. Les frais généraux, autres que les honoraires d'auteur de projet, sont fixés au taux forfaitaire de 2,5 % du montant des travaux et des essais géotechniques hors T.V.A.

§ 2. Les frais de surveillance effective des travaux sont fixés forfaitairement :

- à 4,5 % du montant des travaux pour des travaux ne dépassant pas un montant de 7 000 000 F;
- à 3,5 % du montant des travaux pour des travaux d'un montant dépassant 7 000 000 F avec un minimum de 315 000 F.

§ 3. En ce qui concerne les frais d'étude et de direction des travaux autres que les canalisations d'adduction et de refoulement :

1° Lorsque l'organisme agréé effectue lui-même les études et assure la direction des travaux :

a) pour les travaux attribués par adjudication, les frais sont fixés forfaitairement :

— à 8 % du montant des travaux pour des travaux ne dépassant pas un montant de 7 000 000 F;

— à 7 % du montant des travaux pour des travaux d'un montant compris entre 7 000 000 F et 30 000 000 F inclus, avec un minimum de 500 000 F;

— à 6 % du montant des travaux pour des travaux d'un montant dépassant 30 000 000 F, avec un minimum de 2 100 000 F;

b) pour les travaux attribués par appel d'offres, les frais sont fixés forfaitairement à 5 % du montant des travaux;

c) pour les travaux attribués par marché de gré à gré, le taux est fixé par le Ministre et ne peut dépasser 5 % du montant des travaux;

d) pour les parties d'ouvrages d'art ayant donné lieu à des calculs de stabilité : les frais sont fixés forfaitairement à 5 % du montant des travaux donnant lieu à ces calculs.

2° Lorsque l'organisme agréé sous-traite les études et la direction de travaux, le contrat doit être soumis pour avis au Comité et pour approbation au Ministre. Le montant donnant lieu à subvention ne peut dépasser le montant prévu au contrat ni celui prévu au 1° du présent article.

§ 4. Les frais d'étude et de direction des travaux relatifs aux canalisations d'adduction et de refoulement sont fixés forfaitairement à 5 % du montant des travaux.

§ 5. Le montant des travaux à prendre en considération est le montant total des travaux, hors T.V.A., amendes éventuelles de retard non déduites.

§ 6. Pour la détermination du compte final des frais généraux, des frais de surveillance et des frais d'étude et de direction de travaux, le montant total des travaux à prendre en considération est celui du compte final des travaux.

Art. 11. Le taux de subvention des dépenses d'investissement est fixé pour une période de trois ans à 83 % des dépenses visées à l'article 12. Sauf décision contraire du Ministre à l'échéance de cette période, ce taux est prorogé pour une nouvelle période de trois ans.

Art. 12. § 1<sup>er</sup>. Sont considérées comme des dépenses d'investissement, les travaux de construction des stations de pompage, des canalisations d'adduction et de refoulement et des réseaux de câbles y afférents, des bassins d'orage, des exutoires, des bâtiments d'exploitation ainsi que les autres travaux figurant au programme annuel approuvé par le Ministre conformément à l'article 8.

§ 2. Sont également considérés comme des dépenses d'investissement les frais et travaux ci-après :

1° les frais déterminés à l'article 10, §§ 1<sup>er</sup> à 4;

2° les frais d'acquisition des biens immeubles strictement nécessaires pour l'exécution des travaux comprenant :

— le prix d'acquisition tel qu'il est déterminé par l'acte authentique de vente et l'indemnité d'expropriation telle qu'elle résulte du jugement définitif;

— tous les frais afférents à l'acquisition, en ce compris les frais de bornage et de mesurage, et les indemnités dues aux locataires;

— les frais de négociation fixés à 4 000 F par acquisition, sauf révision par le Ministre;

3° les essais géotechniques nécessaires en vue de l'exécution des ouvrages visés au § 1<sup>er</sup> à condition que ceux-ci aient été préalablement approuvés par le Comité;

4° les travaux supplémentaires imprévisibles et jugés tels par le Comité et le Ministre;

5° la taxe sur la valeur ajoutée relative aux dépenses donnant lieu à une subvention, chaque fois qu'elle est due;

6° les frais d'assurance-contrôle;

7° toute redevance due par l'adjudicataire pour autant qu'elle soit explicitement imposée et décrite au métré;

8° les frais de défense en justice si ceux-ci ne sont pas la conséquence d'une faute imputable à l'organisme agréé;

9° le solde du rattrapage de la plus-value de réévaluation pour les années 1980 à 1983.

Art. 13. Si l'organisme agréé bénéficie d'interventions financières de la part d'autres personnes de droit public, nationales ou internationales, ayant pour objet des travaux de démergement, le montant de ces interventions est déduit de la subvention accordée par la Région, de manière telle que le taux de la subvention ne dépasse pas 100 %.

Art. 14. § 1<sup>er</sup>. L'engagement et la liquidation des subventions s'effectuent sur base d'états quadrimestriels établis par les organismes agréés et sur lesquels le Comité a marqué son accord.

§ 2. Au cours du premier mois de chaque quadrimestre civil, le Comité transmet à l'Administration une demande d'engagement des subventions pour ce quadrimestre.

Cette demande comporte :

1° un état des avant-projets, des projets, des travaux adjugés et des frais inhérents aux entreprises, conforme aux programmes visés aux articles 7 et 8, ainsi que les dossiers et les pièces justificatives qui s'y rapportent;

2° un état des frais visés à l'article 10 relatifs au 1°.

Les subventions sont engagées sur base du montant de ces états après vérification par l'Administration et approbation par le Ministre.

§ 3. 1<sup>er</sup> Au cours du premier mois de chaque quadrimestre civil, le Comité transmet à l'Administration une demande de liquidation des subventions pour ce quadrimestre.

2<sup>o</sup> Cette demande comporte :

a) un état, accompagné de pièces justificatives, indiquant par objet les dépenses effectuées par les organismes agréés pendant le quadrimestre précédent ainsi que les avances octroyées pour les travaux et les frais visés à l'article 12;

b) un état indiquant par objet les dépenses que les organismes agréés comptent effectuer pendant ce quadrimestre pour les travaux et les frais visés à l'article 12 et ayant déjà fait l'objet d'une procédure d'engagement;

3<sup>o</sup> Sur base de l'état visé au 2<sup>o</sup>, b, le Ministre peut consentir des avances aux organismes agréés à concurrence de 70 % du montant des subventions qui seraient dues.

4<sup>o</sup> Après vérification par l'Administration et approbation par le Ministre, la subvention quadrimestrielle est liquidée sur base du montant de l'état visé au 2<sup>o</sup>, a, déduction faite des avances octroyées, et du montant de l'état visé au 2<sup>o</sup>, b, conformément au 3<sup>o</sup>.

§ 4. Les frais de surveillance visés à l'article 10, § 2, sont engagés et liquidés en même temps que les travaux auxquels ils se rapportent.

§ 5. Les frais d'étude et de direction de travaux visés à l'article 10, § 3 et § 4 et les frais généraux visés à l'article 10, § 1<sup>er</sup> sont engagés et liquidés de la manière suivante :

- 60 % à l'approbation de l'avant-projet par le Ministre, sur base de l'estimation de l'avant-projet des travaux correspondants;
- 70 % (acomptes antérieures déduits) après l'approbation du projet par le Ministre, sur base de l'estimation du projet;
- 80 % (acomptes antérieurs déduits) à l'approbation de l'adjudication sur base du montant de l'adjudication;
- 100 % (acomptes antérieurs déduits) à l'approbation du compte final des travaux sur base du montant hors T.V.A. des travaux, amendes de retard éventuelles non déduites.

Art. 15. Les procédures de présentation des dossiers de demande d'engagement et de liquidation des subventions relatives aux dépenses d'investissement sont définies par le Ministre.

#### CHAPITRE V. — Octroi et taux des subventions pour les frais d'exploitation

Art. 16. Dans la limite des crédits disponibles, des subventions peuvent être octroyées par l'Exécutif, selon les dispositions du présent arrêté aux organismes agréés pour les dépenses d'exploitation définies à l'article 18.

Art. 17. Le taux de subvention des frais d'exploitation est fixé pour une période de trois ans à 75 % des dépenses visées à l'article 18, sauf décision contraire du Ministre à l'échéance de cette période, ce taux est prorogé pour une nouvelle période de trois ans.

Art. 18. § 1<sup>er</sup>. Les dépenses d'exploitation pouvant donner lieu à une subvention sont les suivantes :

1<sup>o</sup> Les frais de personnel d'exploitation et de gestion de l'exploitation en ce compris les rémunérations à concurrence du barème appliqué aux organismes agréés à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, les charges patronales y afférentes, les cotisations aux régimes de pensions de retraite et de survie et les autres avantages sociaux et frais de personnel, tels que les assurances, les frais d'équipement et de déplacement, le service médical du travail.

Les augmentations salariales hors barème et hors index ne donnent pas lieu à subvention, sauf décision contraire de l'Exécutif.

2<sup>o</sup> La fourniture de biens et services divers :

- l'entretien et la réparation du matériel, des installations et des bâtiments;
- les fournitures d'énergie dans le cadre de contrats approuvés par l'Exécutif;
- les autres fournitures d'exploitation;
- les produits d'entretien, le petit matériel et l'outillage;
- la rétribution des tiers.

3<sup>o</sup> Les redevances, contributions et taxes.

4<sup>o</sup> Les frais d'assurances dans le cadre de contrats approuvés par l'Exécutif.

5<sup>o</sup> Les frais administratifs généraux limités à 5 % des frais d'exploitation à l'exception des charges financières.

6<sup>o</sup> Les charges financières.

§ 2. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>, les contrats en vigueur pourront donner lieu à subvention jusqu'à l'approbation de nouveaux contrats par l'Exécutif.

Art. 19. § 1<sup>er</sup>. Les subventions relatives aux dépenses d'exploitation des ouvrages de démergement sont calculées sur base des frais réels d'exploitation que les organismes agréés ont supportés au cours de l'exercice budgétaire écoulé.

§ 2. Le 31 mars de chaque année au plus tard, chaque organisme agréé transmet à l'Administration le relevé récapitulatif de ces frais réels ainsi que les pièces justificatives y relatives.

Après vérification, l'Administration propose au Ministre l'engagement et la liquidation des subventions admissibles.

§ 3. Si le relevé récapitulatif complet et définitif de ces frais ne peut être établi à la date fixée, le Ministre peut consentir des avances aux organismes agréés, à concurrence d'un tiers du montant des subventions calculé sur base des frais réels supportés au cours de l'exercice précédant l'exercice budgétaire écoulé.

§ 4. Le solde des subventions, déduction faite des avances octroyées, est engagé et liquidé lorsque les frais définis au § 1<sup>er</sup> ont été transmis et contrôlés conformément au § 2.

Art. 20. Les procédures de présentation des dossiers, de demande d'engagement et de liquidation des subventions relatives aux dépenses d'exploitation sont définies par le Ministre.

#### CHAPITRE VI. — Dispositions transitoires et abrogatoires

Art. 21. § 1<sup>er</sup>. Dès la mise en vigueur du présent arrêté, chaque organisme agréé établira un inventaire des états d'avancement des travaux et des études réalisées ou en cours à cette date.

Chaque étude sera classée dans l'un des quatre états d'avancement définis à l'article 14, § 5.

Cet inventaire et ce classement seront contrôlés et approuvés par le Comité et par l'Administration.

§ 2. Les frais relatifs aux études et aux directions de travaux entamées à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté et les frais généraux correspondants sont considérés comme ayant fait l'objet de subventions pour le stade de réalisation auquel elles se trouvent; s'il échet, ils font l'objet de subventions pour les stades ultérieurs au taux défini à l'article 10, § 1<sup>er</sup>, § 3 et § 4.

§ 3. Les frais de surveillance des travaux en cours à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté donnent lieu à subvention à partir de cette date de la manière définie à l'article 10, § 2, l'état d'avancement à prendre en compte étant celui des travaux.

Art. 22. Sont abrogés :

1. l'arrêté royal du 17 octobre 1927 instituant un Comité chargé d'examiner le plan de démergement des territoires des communes riveraines de la Meuse en amont de Liège;
2. l'arrêté royal du 23 mai 1929 étendant la mission du Comité de Démergement;
3. l'arrêté royal du 29 mars 1961 allouant des subsides à l'Association intercommunale pour le démergement et l'assainissement de la vallée de la Haine inférieure;

4. l'arrêté royal du 19 octobre 1964 modifiant l'arrêté royal du 29 mars 1961 allouant des subsides à l'Association intercommunale pour le démergement et l'assainissement de la vallée de la Haine inférieure (devenue IDEA-HENNUYERE);

5. l'arrêté royal du 13 mai 1966 relatif à l'octroi de subventions à l'Association intercommunale pour le démergement des communes de la région de Liège;

6. l'arrêté royal du 3 juillet 1967 modifiant le taux des subsides à allouer à l'Association IDEA-HENNUYERE pour les travaux d'amélioration du régime des eaux de la vallée de la Haine;

7. l'arrêté ministériel du 11 août 1976, relatif aux subventions à l'Association intercommunale pour le démergement des communes de la région de Liège et à l'Association IDEA-HENNUYERE.

#### CHAPITRE VII. — Dispositions finales

Art. 23. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1988.

Art. 24. Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Eau et de la Vie rurale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 9 juillet 1987.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon, chargé des Technologies nouvelles,  
des Relations extérieures, des Affaires générales et du Personnel,

M. WATHELET

Le Ministre de la Région wallonne pour l'Aménagement du Territoire, de l'Eau et de la Vie rurale

A. LIENARD

#### ÜBERSETZUNG

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 87 — 1859

#### 9. JULI 1987. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive zur Organisierung der Entwässerung

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere die Artikel 1, § 3 und 6, § 1, III, Punkt 9;

Aufgrund des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung und insbesondere des Artikels 2, Punkt 17 und Punkt 18, des Artikels 18, Absatz 2 und des Artikels 20, § 2;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers, Mitglied der Exekutive, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört, gegeben am 4. Mai 1987;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates vom 13. Mai 1987;

In der Erwägung, daß es wichtig ist, die Entwässerungspolitik zu organisieren, um Überschwemmungen zu verhüten und zu beheben;

Auf Vorschlag des Ministers-Vorzitenden und des Ministers der Raumordnung, des Landlebens und des Wassers für die Wallonische Region,

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive :

#### KAPITEL I — Definitionen und Anerkennung der Entwässerungsvereinigungen

Artikel 1. Im Sinne des vorliegenden Erlasses versteht man unter :

- « Exekutive » :  
die Wallonische Regionalexekutive;
- « Minister » :  
den Minister, Mitglied der Wallonischen Regionalexekutive, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserpolitik und insbesondere die in Artikel 6, 1, III, Punkt 9 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen erwähnten Angelegenheiten gehören;
- « Verwaltung » :  
die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region — Generalinspektion für Wasser;
- « Entwässerungsarbeiten » :  
die Arbeiten, die ausgeführt werden, um Überschwemmungen zu verhindern, die auf Setzungen des Bodens in Bergwerksgebieten zurückzuführen sind, oder um diese Überschwemmungen durch die Anlage von Bauwerken zu beheben;
- « Vereinigung für die Klärung » :  
die Gemeindevereinigungen, die die Exekutive gemäß den Artikeln 17 und 18 des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung als Vereinigungen für die Klärung anerkannt hat, sofern ihre örtliche Zuständigkeit auf das Gebiet der angeschlossenen Gemeinden begrenzt ist.

Art. 2. § 1. Die Vereinigungen für die Klärung, zu deren örtlicher Zuständigkeit Bergwerksgebiete gehören, in denen Setzungen des Bodens Überschwemmungen verursachen, können von der Exekutive anerkannt werden, um Entwässerungsarbeiten auszuführen und die diesbezüglichen Anlagen zu betreiben.

In diesem Fall müssen die Vereinigungen eine getrennte Buchhaltung für die Entwässerungsarbeiten führen.  
§ 2. Die Exekutive kann ebenfalls Provinzen, Gemeinden oder öffentliche Einrichtungen anerkennen, sofern diese Behörden bzw. Einrichtungen nicht der anerkannten Vereinigung für die Klärung angeschlossen sind.

§ 3. Die Vereinigungen und die Personen öffentlichen Rechts, die in die §§ 1 und 2 erwähnt sind, werden nachstehend « anerkannte Vereinigungen » genannt.

§ 4. Die Exekutive führt die Entwässerungsarbeiten selbst aus, wenn die anerkannten Vereinigungen nicht in der Lage sind, den technischen Erfordernissen, auf die sie in ihrem Gebiet stoßen, zu entsprechen. Sie führt die Arbeiten im Bett der nichtschiffbaren Wasserläufe erster Kategorie aus.

#### KAPITEL II. — Wallonischer Ausschuss für Entwässerung

Art. 3. Es wird ein Wallonischer Ausschuss für Entwässerung, nachstehend « der Ausschuss » genannt, geschaffen.

Der Ausschuss besteht aus drei Mitgliedern, die der Minister unter den Akademikern oder Wissenschaftlern der in der Wallonischen Region etablierten Fakultäten für angewandte Wissenschaften aufgrund ihrer Fachkenntnisse auf dem behandelten Gebiet wählt. Ihr Mandat dauert vier Jahre und kann erneuert werden.

Wenn das Mandat eines Mitglieds abläuft, bleibt letzteres im Amt bis zu dem Zeitpunkt, wo der Minister sein Mandat erneuert oder dieses Mitglied ersetzt.

Der Minister bestellt einen Vorsitzenden unter den Mitgliedern des Ausschusses auf dessen Invorschlagbringung.

Die Exekutive wird im Ausschuss vom Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt oder von seinem Stellvertreter vertreten.

Die anerkannten Vereinigungen können sich bei den Sitzungen des Ausschusses vertreten lassen und beantragen, daß gewisse Punkte auf die Tagesordnung gesetzt werden.

Die Sekretariatsgeschäfte werden von einem Beamten der Generalinspektion für Wasser, Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, wahrgenommen.

Der Ausschuss tagt am Sitz der Verwaltung.

Der Ausschuss stellt seine Geschäftsordnung auf und legt sie dem Minister zur Genehmigung vor.

Art. 4. Der Ausschuss übernimmt folgende Aufgaben :

1. Er schlägt dem Minister den Vorentwurf des in Artikel 7 erwähnten Dreijahresprogramms und den Vorentwurf des in Artikel 8 erwähnten Jahresprogramms vor und fügt ihnen sein begründetes Gutachten bei;

2. Er gibt sein Einverständnis über die Anträge auf Zusage und Auszahlung der Zuschüsse gemäß Artikel 14;

3. Er übt die hohe Aufsicht und die wissenschaftliche Kontrolle über den Ablauf der Entwässerungsarbeiten aus;

4. Nach Beratung mit den anerkannten Vereinigungen und den betreffenden Gemeinden schlägt er dem Minister einen Plan der geographischen Zonen vor, wo Entwässerungsarbeiten gerechtfertigt sind, und schreibt diesen Plan fort;

5. Er bearbeitet die Akten unter ihrem wissenschaftlichen, verwaltungsmäßigen und technischen Aspekt von ihrer Konzipierung aus bis zu ihrer Verwirklichung, und zwar insbesondere die Vorentwürfe, die Lastenhefte, die Aufmaße, die Kostenanschläge und die Ergebnisse der Ausschreibungen; er lenkt die Untersuchungen auf die geeignetsten Lösungen unter Berücksichtigung der Entwicklung der derzeitigen Baumittel in Sachen Entwässerung sowie der verfügbaren Finanzierungsmittel.

Art. 5. Den Mitgliedern, dem Vertreter der Exekutive und dessen Mitarbeitern, die an den Sitzungen des Ausschusses teilgenommen haben, werden die Fahrtkosten zurückerstattet gemäß den Modalitäten, die in den Königlichen Erlassen vom 24. Dezember 1964 zur Festlegung der Vergütungen der Fahrtkosten der Mitglieder des Personals der Ministerien und vom 18. Januar 1965, der die allgemeine Regelung in Sachen Fahrtkosten festlegt, sowie sie später abgeändert worden sind, vorgesehen sind.

Für die Anwendung der vorerwähnten Erlasse werden die Mitglieder des Ausschusses den Bediensteten des Rangs 15 gleichgestellt.

Art. 6. Die drei Mitglieder des Ausschusses erhalten eine jährliche Pauschalvergütung, die zu Lasten der Wallonischen Region geht.

Der Betrag dieser Vergütung wird vom Minister festgesetzt.

#### KAPITEL III. — Programmierung der Investitionen

##### Abschnitt I. — Dreijahresprogramm

Art. 7. § 1. Jede anerkannte Vereinigung läßt dem Ausschuss und der Verwaltung spätestens für den 28. Februar des Jahres vor dem berücksichtigten Haushaltsjahr einen Vorentwurf des Dreijahresprogramms mit folgenden Dokumenten und Angaben zukommen :

- der Beratung des Verwaltungsorgans der anerkannten Vereinigung über den Vorentwurf des Programms;
- einer Beschreibung der durchzuführenden Arbeiten und des Ortes ihrer Durchführung;
- dem eventuellen Zusammenhang zwischen dem Programm und den Arbeiten oder den Projekten, die von anderen öffentlichen Behörden geführt werden, insbesondere in bezug auf das Oberflächenwasser;
- einer Rechtfertigungsschrift über die Zweckmäßigkeit, die getroffenen Entscheidungen sowie die Prioritäten, die für jede Arbeit vorgesehen worden sind;
- einer Schätzung der Kosten und Betriebslasten;
- den Durchführungsfristen.

§ 2. Der Ausschuss läßt der Verwaltung innerhalb des Monats den Vorentwurf des Dreijahresprogramms und sein begründetes Gutachten zukommen.

§ 3. Spätestens am 30. April desselben Jahres schlägt die Verwaltung dem Minister den Entwurf des Dreijahresprogramms für die Entwässerungsarbeiten vor.

Der Vorschlag der Verwaltung umfaßt das Gutachten des Ausschusses sowie ein technisches und finanzielles Gutachten, in dem der Entwurf des Dreijahresprogramms in einen kohärenten Gesamtplan eingeordnet wird und die Ausführungsprioritäten angegeben werden.

§ 4. Der Minister entscheidet innerhalb des Monats des Empfangs des Programmentwurfs, den die Verwaltung ihm übermittelt hat. Der Minister leitet der Verwaltung den Bescheid über die Genehmigung zu, und binnen funfzehn Tagen übermittelt die Verwaltung ihn der anerkannten Vereinigung und dem Ausschuss.

## Abschnitt II. — Jahresprogramm

**Art. 8. § 1.** Jede anerkannte Vereinigung läßt dem Ausschuß und der Verwaltung spätestens am 30. Juni des Jahres vor dem betreffenden Haushaltsjahr den Vorentwurf des ausführlichen Jahresprogramms für die Entwässerungsarbeiten zukommen.

Dieser Vorentwurf muß mit dem Dreijahresprogramm übereinstimmen; es sei denn, es wird bewiesen, daß eine Ausnahme notwendig ist.

Er umfaßt die Liste der Planungen, Arbeiten, geotechnischen Versuche und Anschaffungen, die im Laufe des Haushaltsjahres vorgenommen werden müssen, und einen Kostenanschlag, wobei ein Unterschied gemacht wird zwischen :

- den in der Ausführung begriffenen Arbeiten, für die es vorher Ausgabeverpflichtungen gab und für die neue Ausgabeverpflichtungen vorzusehen sind;
- den Arbeiten, für die im Laufe des Haushaltsjahres Ausgabeverpflichtungen eingegangen werden müssen;

§ 2. Binnen zwei Monaten läßt der Ausschuß der Verwaltung den Vorentwurf des Jahresprogramms und sein begründetes Gutachten zukommen.

§ 3. Die Verwaltung überprüft die Übereinstimmung des Vorentwurfs des Jahresprogramms mit dem Dreijahresprogramm. Spätestens am 30. September desselben Jahres übermittelt sie dem Minister den Entwurf des Jahresprogramms und fügt diesem das Gutachten des Ausschusses und den Bericht bei, den sie erstellt hat.

§ 4. Innerhalb des Monats, nachdem der Wallonische Regionalrat die Dekrete zur Festlegung der Haushaltspläne der Einnahmen und der Ausgaben der Wallonischen Region angenommen hat, übermittelt der Minister der Verwaltung das Jahresprogramm, so wie es genehmigt worden ist.

Die Verwaltung stellt ihn der anerkannten Vereinigung und dem Ausschuß binnen fünfzehn Tagen zu.

Die Genehmigung des Ministers gilt, wenn sie zugestellt worden ist, als grundsätzliches Versprechen für die Bewilligung der Zuschüsse.

## KAPITEL IV. — Bewilligung und Satz der Zuschüsse für die Investitionen

**Art. 9.** Im Rahmen der verfügbaren Mittel kann der Minister den anerkannten Vereinigungen Zuschüsse für die in Artikel 12 bestimmten Investitionsausgaben gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses gewähren.

**Art. 10.** Für die Berechnung der Zuschüsse werden die Gemeinkosten, die Überwachungskosten und die Kosten für die Planung und die Leitung der Arbeiten nach folgenden Regeln bestimmt :

§ 1. Die Gemeinkosten, ohne die Honorare des Urhebers des Projektes, werden auf den Pauschalsatz von 2,5 % des Betrags der Arbeiten und der geotechnischen Versuche, ohne MWSt., festgelegt.

§ 2. Die Kosten für die effektive Überwachung der Arbeiten werden pauschal festgelegt auf :

- 4,5 % des Betrags der Arbeiten für Arbeiten, die nicht mehr als 7 000 000 BF betragen;
- 3,5 % des Betrags der Arbeiten für Arbeiten, die mehr als 7 000 000 BF betragen, bei einem Mindestbetrag von 315 000 BF;

§ 3. In bezug auf die Kosten für die Planung und Leitung der Arbeiten, die Anlage von Zuführungs- und Druckrohrleitungen ausgenommen,

1. wenn die anerkannte Vereinigung die Planungen selbst ausführt und die Leitung der Arbeiten übernimmt,

a) werden die Kosten für die im Ausschreibungsverfahren vergebenen Arbeiten pauschal festgesetzt :

- auf 8 % des Betrags der Arbeiten für Arbeiten, die nicht mehr als 7 000 000 BF betragen;
- auf 7 % des Betrags der Arbeiten für Arbeiten, deren Betrag zwischen 7 000 000 BF und 30 000 000 BF einschließlich liegt, bei einem Mindestbetrag von 560 000 BF;
- auf 6 % des Betrags der Arbeiten für Arbeiten, die mehr als 30 000 000 BF betragen, bei einem Mindestbetrag von 2 100 000 BF;

b) werden die Kosten für die durch Angebotsaufruf vergebenen Arbeiten pauschal auf 5 % des Betrags der Arbeiten festgesetzt;

c) wird der Satz für die durch freihändigen Auftrag vergebenen Arbeiten vom Minister festgelegt, und er darf 5 % des Betrags der Arbeiten nicht überschreiten;

d) werden die Kosten für die Teile von Bauwerken, die Stabilitätsberechnungen erfordert haben, pauschal auf 5 % des Betrags der Arbeiten festgelegt, die zu diesen Berechnungen führen.

2. wenn die anerkannte Vereinigung die Planungen und die Leitung der Arbeiten an einen Subunternehmer vergibt, muß der Vertrag dem Ausschuß zur Begutachtung und dem Minister zur Genehmigung vorgelegt werden. Der bezuschussbare Betrag darf weder über dem im Vertrag vorgesehenen Betrag noch über demjenigen liegen, der in Punkt 1 des vorliegenden Artikels vorgesehen ist.

§ 4. Die Kosten für die Planung und die Leitung der Arbeiten in bezug auf die Zuführungs- und Druckrohrleitungen werden pauschal auf 5 % des Betrags der Arbeiten festgesetzt.

§ 5. Der Betrag der Arbeiten, der zu berücksichtigen ist, ist der Gesamtbetrag der Arbeiten ohne MWSt., wobei die eventuellen Verzugsgebühren nicht abgezogen werden.

§ 6. Für die Bestimmung der Endabrechnung in bezug auf die Gemeinkosten, die Überwachungskosten und die Kosten für die Planung und Leitung der Arbeiten ist der zu berücksichtigende Gesamtbetrag der Arbeiten derjenige der Endabrechnung für die Arbeiten.

**Art. 11.** Der Satz des Zuschusses für die Investitionsausgaben ist für eine Periode von drei Jahren auf 83 % der in Artikel 12 erwähnten Ausgaben festgelegt. Wenn der Minister beim Ablauf dieser Periode keinen gegenteiligen Beschluß gefaßt hat, gilt dieser Satz für eine weitere Periode von drei Jahren.

**Art. 12. § 1.** Folgende Arbeiten werden als Investitionsausgaben betrachtet : der Bau der Pumpwerke, der Zuführungs- und Druckrohrleitungen und der dazugehörigen Kabelnetze, der Regenwasseraufhaltebecken, der Ablässe, der Betriebsgebäude sowie die anderen Arbeiten, die in dem gemäß Artikel 8 vom Minister genehmigten Jahresprogramm stehen.

§ 2. Folgende Kosten bzw. Arbeiten werden ebenfalls als Investitionsausgaben betrachtet :

1. die in Artikel 10, §§ 1 bis 4 bestimmten Kosten;

2. die Kosten für die Anschaffung der unbeweglichen Güter, die für die Ausführung der Arbeiten unbedingt nötig sind, und zwar :
- der Preis der Anschaffung, so wie er in dem öffentlich beurkundeten Kaufvertrag festgelegt ist, und die Enteignungsabfindung, so wie sie aus dem endgültigen Urteil hervorgeht;
  - alle Kosten in Zusammenhang mit der Anschaffung einschließlich der Absteckungs- und Vermessungskosten, und die Vergütungen für die Mieter;
  - die Verhandlungskosten, die außer bei einer Neufestsetzung durch den Minister auf 4 000 BF. pro Anschaffung festgesetzt sind.
3. die zur Ausführung der in § 1 erwähnten Arbeiten erforderlichen geotechnischen Versuche, und zwar unter der Bedingung, daß diese vorher vom Ausschuss genehmigt worden sind;
4. die zusätzlichen Arbeiten, die unvorhersehbar sind und vom Ausschuss und vom Minister als solche betrachtet werden;
5. die Mehrwertsteuer bezüglich der bezuschußbaren Ausgaben, und zwar jedesmal, wenn sie zu zahlen ist.
6. die Kosten für die Versicherung-Kontrolle;
7. jede Gebühr, die der Auftragnehmer schuldet, sofern diese ausdrücklich im Aufmaß auferlegt und beschrieben worden ist;
8. die Verteidigungskosten, wenn diese nicht durch Verschulden der anerkannten Vereinigung entstanden sind;
9. der Ausgleichsaldo für die Wertangleichung der Jahre 1980-1983.

**Art. 13.** Wenn die anerkannte Vereinigung von anderen, nationalen oder internationalen, Personen öffentlichen Rechts finanzielle Beihilfen für Entwässerungsarbeiten erhält, wird der Betrag dieser Beihilfen von dem durch die Region gewährten Zuschuß abgezogen, damit der Satz des Zuschusses nicht 100 % überschreitet.

**Art. 14. § 1.** Die Zusage und die Auszahlung der Zuschüsse erfolgen auf der Grundlage von viermonatlichen Berichten, die von den anerkannten Vereinigungen erstellt werden und denen der Ausschuss zugestimmt hat.

§ 2. Im Laufe des ersten Monats eines jeden Zeitraums von vier Kalendermonaten übermittelt der Ausschuss der Verwaltung einen Antrag auf Zusage der Zuschüsse für diese vier Monate.

Dieser Antrag umfaßt :

1. einen Bericht über die Vorentwürfe, die Entwürfe, die vergebenen Arbeiten und die mit den Arbeiten zusammenhängenden Kosten, der dem in den Artikeln 7 und 8 erwähnten Programm entspricht, sowie die dazugehörigen Akten und Belegstücke;

2. einen Bericht über die in Artikel 10 erwähnten Kosten in bezug auf Punkt 1.

Die Zusage der Zuschüsse erfolgt auf der Grundlage des in diesen Berichten enthaltenen Betrags nach Überprüfung der Verwaltung und Genehmigung des Ministers.

§ 3. 1. Im Laufe des ersten Monats eines jeden Zeitraums von vier Kalendermonaten übermittelt der Ausschuss der Verwaltung einen Antrag auf Auszahlung der Zuschüsse für diese vier Monate.

2. Dieser Antrag umfaßt :

a) einen Bericht und die Belegstücke mit Angabe, pro Gegenstand, der Ausgaben, die die anerkannten Vereinigungen während der vier vorangehenden Monate vorgenommen haben, sowie der Vorschüsse, die für die in Artikel 12 erwähnten Arbeiten und Kosten gewährt worden sind;

b) einen Bericht mit Angabe, pro Gegenstand, der Ausgaben, die die anerkannten Vereinigungen während dieser vier Monate vornehmen wollen für die in Artikel 12 erwähnten Arbeiten und Kosten, die bereits den Gegenstand eines Zusageverfahrens gebildet haben.

3. Auf der Grundlage des in Punkt 2 Lit. b) erwähnten Berichts kann der Minister den anerkannten Vereinigungen Vorschüsse gewähren bis zu 70 % des Betrags der eventuell geschuldeten Zuschüsse.

4. Nach Überprüfung der Verwaltung und Genehmigung des Ministers wird der viermonatliche Zuschuß ausgezahlt auf der Grundlage des Betrags des in Punkt 2 Lit. a) erwähnten Berichts, nach Abzug der gewährten Vorschüsse, und des Betrags des in Punkt 2 Lit. b) erwähnten Berichts gemäß Punkt 3.

§ 4. Die Zusage und die Auszahlung der in Artikel 10 § 2 erwähnten Überwachungskosten erfolgen zur gleichen Zeit wie die Arbeiten, auf die sie sich beziehen.

§ 5. Die Zusage und die Auszahlung der in Artikel 10 § 3 und § 4 erwähnten Kosten für die Planung und Leitung der Arbeiten und der in Artikel 10 § 1 erwähnten Gemeinkosten erfolgen folgendermaßen :

- 60 % bei der Genehmigung des Vorentwurfs durch den Minister, und zwar auf der Grundlage der Schätzung des Vorentwurfs der entsprechenden Arbeiten;
- 70 % (nach Abzug der vorherigen Vorschüsse) nach der Genehmigung des Entwurfs durch den Minister, und zwar auf der Grundlage Schätzung des Entwurfs;
- 80 % (nach Abzug der vorherigen Vorschüsse) bei der Genehmigung des Zuschlags, und zwar auf der Grundlage des Betrags des Zuschlags;
- 100 % (nach Abzug der vorherigen Vorschüsse) bei der Genehmigung der Endabrechnung über die Arbeiten, und zwar auf der Grundlage des Betrags der Arbeiten ohne MWST; und ohne Abzug der eventuellen Verzugsgebühren.

**Art. 15.** Die Verfahren für die Einreichung der Anträge auf Zusage und Auszahlung der Zuschüsse bezüglich der Investitionsausgaben werden vom Minister bestimmt.

#### KAPITEL V. — Bewilligung und Satz der Zuschüsse für die Betriebskosten

**Art. 16.** Im Rahmen der verfügbaren Mittel kann die Exekutive den anerkannten Vereinigungen Zuschüsse für die in Artikel 18 bestimmten Betriebskosten gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses gewähren.

**Art. 17.** Der Satz des Zuschusses für die Betriebskosten wird für eine Periode von drei Jahren auf 75 % der in Artikel 18 erwähnten Kosten festgelegt. Wenn der Minister beim Ablauf dieser Periode keinen gegenteiligen Beschluß gefaßt hat, gilt dieser Satz für eine weitere Periode von drei Jahren.

**Art. 18. § 1.** Die Betriebskosten, die bezuschußt werden können, sind folgende :

1. die Kosten für das Betriebspersonal und die Verwaltung des Betriebs, einschließlich der Löhne bis zu dem Betrag des Gehaltstarifs, der am Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses auf die anerkannten Vereinigungen Anwendung findet, der damit verbundenen Arbeitgeberbeiträge, der Beiträge für die Alters- und Hinterbliebenenpensionen und der anderen sozialen Vorteile und Personalkosten, wie z.B. der Versicherungen, der Ausstattungs- und Fahrtkosten, des arbeitsärztlichen Dienstes.



Die Lohnerhöhungen, die nicht mit dem Gehaltstarif und dem Preisindex verbunden sind, werden außer bei einem gegenseitigen Beschluß der Exekutive nicht bezuschußt.

2. die Lieferung verschiedener Güter bzw. die Erbringung verschiedener Dienstleistungen :
  - die Instandhaltung und die Instandsetzung des Materials, der Anlagen und der Gebäude;
  - die Lieferung von Energie im Rahmen von Verträgen, die von der Exekutive genehmigt worden sind;
  - die anderen Betriebslieferungen;
  - die Lieferung von Putz- und Pflegemitteln, von Material und Geräten und von Werkzeugen;
  - die Bezahlung der Drittpersonen.
3. Die Gebühren, Abgaben und Steuern;
4. Die Kosten für Versicherungen im Rahmen von Verträgen, die von der Exekutive genehmigt worden sind;
5. Die allgemeinen Verwaltungskosten, begrenzt auf 5 % der Betriebskosten; außer den finanziellen Lasten;
6. Die finanziellen Lasten.

§ 2. In Abweichung von § 1 Punkt 2 und Punkt 4 können die laufenden Verträge zu einer Bezuschussung führen, bis die Exekutive neue Verträge genehmigt.

Art. 19. § 1. Die Zuschüsse bezüglich der Ausgaben für die Betreibung der Entwässerungsanlagen werden auf der Grundlage der tatsächlichen Betriebskosten berechnet, die die anerkannten Vereinigungen während des abgelaufenen Haushaltsjahres getragen haben.

§ 2. Spätestens am 31. März eines jeden Jahres läßt jede anerkannte Vereinigung der Verwaltung die zusammenfassende Liste dieser tatsächlichen Betriebskosten sowie die diesbezüglichen Belegstücke zukommen.

Nach Überprüfung schlägt die Verwaltung dem Minister die Zusage und die Auszahlung der zulässigen Zuschüsse vor.

§ 3. Wenn die vollständige und endgültige zusammenfassende Liste dieser Kosten nicht am festgelegten Tag angefertigt werden kann, kann der Minister den anerkannten Vereinigungen Vorschüsse bewilligen bis zu einem Drittel des Betrags der Zuschüsse, der aufgrund der während des Rechnungsjahres vor dem abgelaufenen Haushaltsjahr getragenen tatsächlichen Kosten berechnet wird.

§ 4. Die Zusage und die Auszahlung des um die gewährten Vorschüsse verminderten Restbetrags der Zuschüsse erfolgt, nachdem die in § 1 bestimmten Kosten gemäß § 2 übermittelt und überprüft worden sind.

Art. 20. Die Verfahren für die Einreichung der Anträge auf Zusage und Auszahlung der Zuschüsse bezüglich der Betriebskosten werden vom Minister bestimmt.

#### KAPITEL VI. — Übergangs- und Aufhebungsbestimmungen

Art. 21. § 1. Ab Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses muß jede anerkannte Vereinigung eine Auflistung der Baustadien und der zu diesem Zeitpunkt erfolgten oder laufenden Planungen anfertigen.

Jede Planung wird in eines der vier in Artikel 14, § 5 bestimmten Stadien eingeordnet.

Diese Auflistung und diese Klassierung werden vom Ausschuß und von der Verwaltung überprüft und genehmigt.

§ 2. Die Kosten bezüglich der am Tag des Inkrafttretens des Erlasses begonnenen Planung und Leitung von Arbeiten und die entsprechenden Gemeinkosten gelten als bezuschußt für das Ausführungsstadium, in dem sie sich befinden; sie können gegebenenfalls für die späteren Stadien bezuschußt werden, und zwar zu dem in Artikel 10, §§ 1, 3 und 4 bestimmten Satz.

§ 3. Die Kosten für die Überwachung der am Tag des Inkrafttretens des Erlasses laufenden Arbeiten können ab diesem Tag auf die in Artikel 10, § 2 bestimmte Weise bezuschußt werden; das zu berücksichtigende Stadium ist das der Arbeiten.

Art. 22. Folgende Erlasse werden aufgehoben :

1. der Königliche Erlaß vom 17. Oktober 1927 zur Errichtung eines Ausschusses, der beauftragt ist, den Entwässerungsplan für die Gebiete der an die Maas oberhalb von Lüttich angrenzenden Gemeinden zu untersuchen;

2. der Königliche Erlaß vom 23. Mai 1929 zur Erweiterung der Aufgabe des Ausschusses für Entwässerung;

3. der Königliche Erlaß vom 29. März 1961, durch den der interkommunale Vereinigung für die Wasserhaltung und die Entwässerung im unteren Hainetal Zuschüsse gewährt werden;

4. der Königliche Erlaß vom 19. Oktober 1964 zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 29. März 1961, durch den der interkommunale Vereinigung für die Wasserhaltung und die Entwässerung im unteren Hainetal Zuschüsse gewährt werden (heute IDEA-HENNUYERE);

5. der Königliche Erlaß vom 13. Mai 1966 über die Gewährung von Zuschüssen an die Interkommunale Vereinigung für die Entwässerung in den Gemeinden des Lütticher Gebietes;

6. der Königliche Erlaß vom 3. Juli 1967 zur Abänderung des Satzes der Zuschüsse, die der Vereinigung IDEA-HENNUYERE für Arbeiten zur Verbesserung des Abflußregimes im Hainetal zu gewähren sind;

7. der Ministerialerlaß vom 11. August 1976 über die Zuschüsse für die Interkommunale Vereinigung für die Entwässerung in den Gemeinden des Lütticher Gebietes und die Vereinigung IDEA-HENNUYERE.

#### KAPITEL VII. — Schlussbestimmungen

Art. 23. Vorliegender Erlaß tritt am 1. Januar 1988 in Kraft.

Art. 24. Der Minister der Raumordnung, des Wassers und des Landlebens ist mit der Durchführung dieses Erlasses beauftragt.

Brüssel, den 9. Juli 1987.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive, beauftragt mit den Neuen Technologien, den Auswärtigen Beziehungen, den Allgemeinen Angelegenheiten und dem Personal,

M. WATHELET

Der Minister der Raumordnung, des Wassers und des Landlebens für die Wallonische Region,

A. LIENARD

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 87 — 1859

9 JULI 1987. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve houdende organisatie van de ontwatering

## De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikelen 1, § 3 en 6, § 1, III, 9°;

Gelet op de verordening van 7 oktober 1985 inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen vervuiling, inzonderheid op artikel 2, 17° en 18°, artikel 18, 2e lid en artikel 20, § 2;

Gelet op de instemming van de Minister, lid van de Executieve tot wiens bevoegdheid de begroting behoort, gegeven op 4 mei 1987;

Gelet op het advies van de Raad van State gegeven op 13 mei 1987;

Overwegend dat het van belang is het ontwateringsbeleid te organiseren om de overstromingen te voorkomen en te verhelpen;

Op voordracht van de Minister-Voorzitter en de Minister van Ruimtelijke Ordening, Landleven en Water voor het Waalse Gewest,

## Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsbepalingen en erkenning van de ontwateringsinstellingen*

Artikel 1. In de betekenis van dit besluit, wordt verstaan onder :

- « Executieve » :  
de Waalse Gewestexecutieve;
- « Minister » :  
de Minister, lid van de Waalse Gewestexecutieve, tot wiens bevoegdheid het waterbeleid en, in 't bijzonder, de in artikel 6, § 1, III, 9° van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen bedoelde aangelegenheden behoren;
- « Bestuur » :  
de Algemene Directie van Natuurlijke Hulpbronnen en het Leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest — Algemene Inspectie van het Water;
- « Ontwateringswerken » :  
de werken uitgevoerd met het oog op het voorkomen van overstromingen als gevolg van de mijnverzakkingen van de grond of het verhelpen aan deze overstromingen door het oprichten van kunstwerken;
- « Zuiveringsinstellingen » :  
de door de Executieve erkende verenigingen van gemeenten in de hoedanigheid van zuiveringsinstellingen, overeenkomstig artikelen 17 en 18 van de verordening van 7 oktober 1985 inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen vervuiling, voor zover als de territoriale bevoegdheid ervan beperkt is tot het gebied van de verenigde gemeenten.

Art. 2. § 1. De zuiveringsinstellingen welke in hun territoriale bevoegdheid gebieden hebben met mijnverzakkingen veroorzakende overstromingen kunnen erkend worden door de Executieve om de ontwateringswerken uit te voeren en de daaraan verbonden werken te exploiteren.

In dit geval moeten deze instellingen een afzonderlijke boekhouding houden voor de ontwateringswerken.

§ 2. De Executieve kan ook provincies, gemeenten of openbare instellingen erkennen voor zover als deze overheden of instellingen niet verbonden zijn met de erkende zuiveringsinstelling.

§ 3. De instellingen en de in §§ 1 en 2 bedoelde publiekrechtelijke personen worden hiernavolgend « erkende instellingen » genoemd.

§ 4. De Executieve voert zelf de ontwateringswerken uit wanneer de erkende instellingen niet in staat zijn om in de technische eisen aangetroffen in hun territoriale bevoegdheid te voorzien.

Zij voert de werken uit in de bedding van de niet-bevaarbare waterlopen van de eerste afdeling.

HOOFDSTUK II. — *Waalse Comité voor de ontwatering*

Art. 3. Er wordt een Waalse Comité voor de ontwatering ingericht hiernavolgend « het Comité » genoemd.

Het Comité is samengesteld uit drie leden door de Minister gekozen in het academisch of wetenschappelijk korps van de in het Waalse Gewest gevestigde Faculteiten van Toegepaste Wetenschappen wegens hun bevoegdheid in het behandelde onderwerp. Hun termijn duurt vier jaar. Het kan verlengd worden.

Een lid waarvan de opdracht verstrijkt blijft in dienst tot het ogenblik dat de Minister zijn opdracht verlengt of overgaat tot de vervanging van dit lid.

De Minister benoemt een voorzitter tussen de leden van het Comité door deze voorgedragen.

De Executieve wordt vertegenwoordigd bij het Comité door de Directeur-generaal van de Algemene Directie van Natuurlijke Bronnen en het Leefmilieu of zijn plaatsvervanger.

De erkende instellingen kunnen zich laten vertegenwoordigen bij de vergaderingen van het Comité en de inschrijving van punten op de dagorde vragen.

Het secretariaat van het Comité wordt verzorgd door een ambtenaar van de Algemene Inspectie van het Water, Algemene Directie van Natuurlijke Bronnen en het Leefmilieu. Het Comité komt bijeen op de zetel van het Bestuur.

Het Comité stelt zijn reglement van inwendige orde vast welk het aan de Minister voorlegt voor goedkeuring.

Art. 4. Het Comité neemt de volgende opdrachten op zich :

1° Het stelt voor aan de Minister het voorontwerp van het in artikel 7 bedoelde driejaarlijks programma en het voorontwerp van het in artikel 8 bedoelde jaarlijks programma samen met zijn met redenen omkleed advies.

2° Het verleent zijn instemming betreffende de aanvragen tot vastlegging en vereffening van de toelagen, overeenkomstig artikel 14.

3° Het oefent het hoge toezicht en de wetenschappelijke controle van het verloop van de ontwateringswerken uit.

4° Het stelt voor aan de Minister, na raadpleging van de erkende instellingen en de betrokken gemeenten, een plan van de geografische gebieden waar ontwateringswerken gerechtvaardigd zijn en houdt dat plan bij.

5° Het onderzoekt de dossiers vanuit hun wetenschappelijk, administratief en technisch standpunt vanaf hun ontstaan tot hun verwezenlijking, in 't bijzonder, de voorontwerpen, de bestekken, de metingen, de ramingsbestekken, de resultaten van de toewijzingen en richt de studies naar de meest geschikte oplossingen, rekening houdend met de evolutie van de huidige bouwmiddelen inzake ontwatering evenals met de beschikbare financiële middelen.

Art. 5. Voor de vergaderingen van het Comité komen de leden, de vertegenwoordiger van de Executieve en zijn medewerkers in aanmerking voor de terugbetaling van de verplaatsingskosten volgens de wijzen voorzien bij de koninklijke besluiten van 24 december 1964 tot vaststelling van de vergoedingen wegens verblijfskosten toegekend aan de leden van het personeel der Ministeries en van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten zoals later gewijzigd.

De leden van het Comité worden gelijkgesteld voor de toepassing van vermelde besluiten aan de ambtenaren van rang 15.

Art. 6. De drie leden van het Comité zijn gerechtigd tot een jaarlijkse forfaitaire uitkering ten laste van het Waalse Gewest.

Het bedrag van deze uitkering wordt door de Minister vastgelegd.

### HOOFDSTUK III. — Programmatie van de investeringen

#### Afdeling I. — Driejaarlijks programma

Art. 7. § 1. Elke erkende instelling bezorgt aan het Comité en het Bestuur ten laatste op 28 februari van het jaar voorgaand het bedoelde begrotingsboekjaar een voorontwerp van driejaarlijks programma bevattende de volgende stukken en inlichtingen :

- de beraadslaging van het beheerorgaan van de erkende instelling betreffende het voorontwerp van het programma;
- de beschrijving van de uit te voeren werken evenals de plaatsbepaling ervan;
- het eventueel nauw verband van het programma met werken of ontwerpen beheerd door andere openbare overheden, in 't bijzonder met wat betrekking heeft op de oppervlaktewaters;
- een nota waaruit blijkt de geschiktheid, de behouden opties evenals de voorrang welke voorzien zijn voor elk werk;
- een raming van de uitbatingskosten en -lasten;
- de uitvoeringstermijnen.

§ 2. Binnen de maand bezorgt het Comité aan het Bestuur het voorontwerp van het driejaarlijks programma samen met zijn met redenen omkleed advies.

§ 3. Het Bestuur stelt voor aan de Minister, ten laatste op 30 april van hetzelfde jaar, het ontwerp van driejaarlijks programma van ontwateringswerken.

Het voorstel van het Bestuur bevat het advies van het Comité evenals een technisch en financieel advies plaatsend het ontwerp van driejaarlijks programma in een samenhangend algemeen plan en aanduidend de uitvoeringsvoorwaarden.

§ 4. De Minister beslist binnen de maand van de ontvangst van het door het Bestuur bezorgd programmaontwerp. De kennisgeving van de toestemming wordt door de Minister aan het Bestuur bezorgd welk ze binnen de vijftien dagen aan de erkende instelling en aan het Comité meedeelt.

#### Afdeling II. — Jaarlijks programma

Art. 8. § 1. Elke erkende instelling bezorgt aan het Comité en aan het Bestuur, ten laatste op 30 juni van het jaar voorgaand het bedoelde begrotingsboekjaar, het voorontwerp van het omstandig jaarlijks programma van de ontwateringswerken.

Dit voorontwerp moet eensluidend zijn met het driejaarlijks programma, behalve uitzondering waarvan de noodzakelijkheid bewezen is.

Het bevat de lijst van studies, werken, geotechnische proefnemingen en aanwinsten te verwezenlijken tijdens het boekjaar, met een kostenraming; onderscheidende :

- de werken in uitvoering welke het onderwerp geweest zijn van een vorige begrotingsvastlegging en waarvoor nieuwe vastleggingen voorzienbaar zijn;
- de tijdens het boekjaar te beginnen werken.

§ 2. Binnen de twee maanden bezorgt het Comité aan het Bestuur het voorontwerp van jaarlijks programma samen met zijn met redenen omkleed advies.

§ 3. Het Bestuur onderzoekt de overeenstemming van het voorontwerp van het jaarlijks programma met het driejaarlijks programma.

Het bezorgt aan de Minister het ontwerp van jaarlijks programma samen met het advies van het Comité en het verslag dat het opgesteld heeft, ten laatste op 30 september van hetzelfde jaar.

§ 4. Binnen de maand volgend de goedkeuring door de Waalse Gewestraad van de decreten houdende de begrotingen van de ontvangsten en uitgaven van het Waalse Gewest, deelt de Minister mede aan het Bestuur het jaarlijks programma zoals het goedgekeurd werd.

Het Bestuur maakt het bekend binnen de vijftien dagen aan de erkende instelling en aan het Bestuur.

De goedkeuring door de Minister, wanneer zij bekend gemaakt is, geldt als principiële belofte tot toekenning van de toelage.

## HOOFDSTUK IV. — Toekenning en toelagevoet voor de investeringen

**Art. 9.** Binnen de grens van de beschikbare kredieten, kunnen toelagen toegekend worden door de Minister volgens de bepalingen van dit besluit aan de erkende instellingen voor de in hierna volgend artikel 12 bedoelde investeringsuitgaven.

**Art. 10.** Voor het berekenen van de toelagen worden de algemene kosten, de toezichtskosten, de studie- en werkleidingskosten bepaald volgens de volgende regels :

§ 1. De algemene kosten, ander dan de erelonen van ontwerpsmaker, worden vastgelegd op de forfaitaire voet van 2,5 % van het bedrag van de werken en de geotechnische proefnemingen exclusief BTW.

§ 2. De kosten van het effectieve toezicht van de werken worden op forfaitaire wijze vastgelegd :

- op 4,5 % van het bedrag van de werken voor werken van een bedrag niet hoger dan 7 000 000 F;
- op 3,5 % van het bedrag van de werken voor werken van een bedrag hoger dan 7 000 000 F met een minimum van 315 000 F;

§ 3. Voor wat betreft de studie- en werkleidingskosten ander dan de toevoer- en persbuisen :

1° Indien de erkende instelling zelf de studies uitvoert en de leiding van het werk verzorgt :

a) voor de werken door toewijzing toegekend, zijn de kosten op forfaitaire wijze vastgelegd :

- op 8 % van het bedrag van de werken voor werken van een bedrag niet hoger dan 7 000 000 F;
- op 7 % van het bedrag van de werken voor werken van een bedrag tussen 7 000 000 F en 30 000 000 F inbegrepen, met een minimum van 560 000 F;
- op 6 % van het bedrag van de werken voor werken van een bedrag hoger dan 30 000 000 F, met een minimum van 2 100 000 F;

b) voor de werken door beroep op aanbod toegekend, zijn de kosten op forfaitaire wijze vastgesteld op 5 % van het bedrag van de werken;

c) voor de werken door aannemingen uit de hand toegekend, wordt het voet door de Minister vastgesteld en mag niet meer dan 5 % van het bedrag van de werken bedragen;

d) voor de delen van kunstwerken welke aanleiding gegeven hebben aan stevigheidsberekeningen : de kosten zijn vastgesteld op 5 % van het bedrag van de werken welke aanleiding gegeven hebben aan deze berekeningen.

2° Indien de erkende instelling de studies en de leiding van het werk aan een ander uit de eerste hand afstaat, moet de overeenkomst voor advies aan het Comité en voor goedkeuring aan de Minister voorgelegd worden. Het bedrag gevende aanleiding tot een toelage mag niet hoger zijn dan het bedrag voorzien in de overeenkomst of dan dat voorzien in het 1° van dit artikel.

§ 4. De studie- en werkleidingskosten betreffende de toevoer- en persbuisen worden op forfaitaire wijze vastgesteld op 5 % van het bedrag van de werken.

§ 5. Het bedrag van de in aanmerking te nemen werken is het totaal bedrag van de werken, exclusief BTW, eventuele verzuimsboeten niet afgetrokken.

§ 6. Voor de bepaling van de eindrekening van de algemene kosten, de toezichtskosten en de studie- en werkleidingskosten, is het totaal bedrag van de in acht te nemen werken dat van de eindrekening van de werken.

**Art. 11.** De toelagevoet van de investeringsuitgaven is vastgelegd voor een duur van drie jaar op 83 % van de in artikel 12 bedoelde kosten. Behalve andersluidende beslissing van de Minister bij het verval van dit termijn wordt deze voet verlengd voor een nieuw termijn van drie jaar.

**Art. 12. § 1.** Worden aanzien als investeringsuitgaven, de bouwwerken van pompstationen, toevoer- en persbuisen en de eraan verbonden kabelnetwerken, onwedersbekken, veiligheidskleppen, uitbatingsgebouwen evenals de andere werken vermeld in het jaarlijks programma goedgekeurd door de Minister overeenkomstig artikel 8.

§ 2. Worden in gelijke mate aanzien als investeringsuitgaven, de hiernavolgend kosten en werken :

- 1° de in artikel 10, §§ 1 tot 4 bepaalde kosten;
- 2° de aanschaffingskosten van onroerende goederen volstrekt noodzakelijk voor de uitvoering van werken met inhoud van :
  - de aanschaffingsprijs zoals hij vastgesteld is door de notariële verkoopsakte en de onteigeningsvergoeding zoals blijkt uit de definitieve uitspraak;
  - al de kosten met betrekking op de aanschaffing, met inbegrip van de afpalings- en metingskosten, en de aan de huurders verschuldigde vergoedingen;
  - de onderhandelingskosten vastgesteld op 4 000 F per aanschaffing, behalve herziening door de Minister;
- 3° de nodige geotechnische proefnemingen met het oog op de in § 1 bedoelde werken op voorwaarde dat deze eerst door het Comité goedgekeurd werden;
- 4° de bijkomende onvoorzienbare werken en als zodanig beoordeeld door het Comité en de Minister;
- 5° de belasting op de toegevoegde waarde betreffende de uitgaven welke aanleiding geven aan een toelage, telkens zij verschuldigd is;
- 6° de kosten van verzekering-kontrolé;
- 7° elke door de contracterende verschuldigde bijdrage voor zover dat zij uitdrukkelijk verplicht en beschreven is in de meting;
- 8° de kosten van gerechtsverweer indien deze niet het gevolg van een aan de erkende instelling te wijten fout zijn;
- 9° het inhaalsaldo van de herwaarderingsmeerwaarde voor de jaren 1980 tot 1983.

**Art. 13.** Indien de erkende instelling geniet van financiële tegemoetkomingen vanwege andere publiekrechtelijke, nationale of internationale, personen met als doel ontwateringswerken, wordt het bedrag van deze tegemoetkomingen afgetrokken van de door het Gewest toegekende toelage, zodat de toelagevoet niet hoger is dan 100 %.

**Art. 14. § 1.** De vastlegging en de vereffening van de toelagen gebeuren op basis van viermaandelijks staten opgesteld door de erkende instellingen en waarover het Comité zijn goedkeuring uitgesproken heeft.

§ 2. Tijdens de eerste maand van elk kalender viermaandelijksstijdvak bezorgt het Comité aan het Bestuur een aanvraag tot vastlegging van de toelagen voor dit viermaandelijksstijdvak.

Deze aanvraag bevat :

- 1° een staat van de voorontwerpen, de ontwerpen, de toegekende werken en de aan de instellingen verbonden kosten, overeenkomstig de in artikelen 7 en 8 bedoelde programmas, evenals de daaraan verbonden bewijsdossiers en -stukken;

2<sup>a</sup> een staat van de in artikel 10 bedoelde kosten betreffende het 1<sup>b</sup>.

De toelagen worden vastgelegd op basis van het bedrag van deze staten na nazicht door het Bestuur en goedkeuring door de Minister.

§ 3. 1<sup>o</sup> Tijdens de eerste maand van elk kalender viermaandelijkstijdvak bezorgt het Comité aan het Bestuur een aanvraag tot vereffening van de toelagen voor dit viermaandelijkstijdvak;

2<sup>o</sup> Deze aanvraag bevat :

a) een staat, samen met bewijsstukken, aanduidend per onderwerp de door de erkende instellingen uitgevoerde uitgaven tijdens het vorige kalenderviermaandelijkstijdvak evenals de voorschotten toegekend voor de werken en kosten bedoeld in artikel 12;

b) een staat aanduidend per onderwerp de kosten welke de erkende instellingen voornemens zijn uit te voeren tijdens dit viermaandelijkstijdvak voor de werken en kosten bedoeld in artikel 12 en welke reeds het onderwerp waren van een vastleggingsprocedure;

3<sup>o</sup> Op basis van een onder 2<sup>o</sup>, b, bedoelde staat, kan de Minister voorschotten toestaan aan de erkende instellingen ten belope van 70 % van het bedrag van de toelagen die verschuldigd zouden zijn.

4<sup>o</sup> Na nazicht door het Bestuur en goedkeuring door de Minister, wordt de viermaandelijkse toelage vereffend op basis van het bedrag van de onder 2<sup>o</sup>, a, bedoelde staat na aftrek van de toegekende voorschotten en van het bedrag van de onder 2<sup>o</sup>, b, bedoelde staat overeenkomstig het 3<sup>o</sup>.

§ 4. De in artikel 10, § 2 bedoelde toezichtskosten worden vastgelegd en vereffend tezelfder tijd dan de werken waarop zij betrekking hebben.

§ 5. De in artikel 10, § 3 en § 4 bedoelde studie- en werkleidingskosten en de in artikel 10, § 1 bedoelde algemeen kosten worden vastgelegd en vereffend volgens de volgende wijze :

- 60 % bij de goedkeuring van het voorontwerp door de Minister, op basis van de schatting van het voorontwerp van de overeenkomstige werken;
- 70 % (na aftrekking van de vorige voorschotten) na goedkeuring van het ontwerp door de Minister, op basis van de raming van het ontwerp;
- 80 % (na aftrekking van de vorige voorschotten) bij de goedkeuring van de toewijzing op basis van het bedrag van de toewijzing;
- 100 % (na aftrekking van de vorige voorschotten) bij de goedkeuring van de eindrekening van de werken op basis van het bedrag van de werken exclusief BTW, eventuele verzuimsboeten niet afgetrokken.

Art. 15. De voorleggingsprocedures van de dossiers van aanvraag tot vastlegging en vereffening van de toelagen betreffende de investeringsuitgaven worden door de Minister bepaald.

#### HOOFDSTUK V. — Toekenning en toelagevoet voor de uitbatingskosten

Art. 16. Binnen de grens van de beschikbare kredieten, kunnen toelagen toegekend worden door de Executieve volgens de bepalingen van dit besluit aan de erkende instellingen voor de in artikel 18 bepaalde uitbatingsuitgaven.

Art. 17. De toelagevoet van de uitbatingskosten is vastgesteld voor een termijn van drie jaar op 75 % van de in artikel 18 bedoelde uitgaven. Behalve andersluidende beslissing van de Minister bij het verval van dit termijn wordt deze voet verlengd voor een nieuw termijn van drie jaar.

Art. 18. § 1. De uitbatingsuitgaven welke aanleiding zouden kunnen geven aan een toelage zijn de volgende :

1<sup>o</sup> De kosten van uitbatingspersoneel en van bedrijfsbeheer met inbegrip van de lonen ten belope van de schaal toegepast aan de erkende instellingen op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit, de eraan verbonden werkgeveralasten, de bijdragen voor de rustpensioen- en overlevingsstelsel en de andere maatschappelijke voordelen evenals personeelskosten zoals de verzekeringen, de uitrusting en verplaatsingskosten, de medische dienst van de arbeid.

De loonverhogingen buiten schaal en buiten index geven geen aanleiding tot een toelage, behalve andersluidende beslissing van de Minister.

2<sup>o</sup> De levering van verschillende goederen en erfdienstbaarheden :

- het onderhoud en het herstel van het materiaal, de inrichtingen en de gebouwen;
- de energielevering in het kader van overeenkomsten goedgekeurd door de Executieve;
- de andere uitbatingsleveringen;
- de onderhoudsprodukten, het kleine materiaal en de werktuigen;
- de bezoldiging van derden.

3<sup>o</sup> De vergoedingen, belastingen en taksen.

4<sup>o</sup> De verzekeringskosten in het kader van overeenkomsten goedgekeurd door de Executieve.

5<sup>o</sup> De algemeen administratieve kosten beperkt op 5 % van de uitbatingskosten met uitzondering van financiële lasten.

6<sup>o</sup> De financiële lasten.

§ 2. In afwijking van § 1, 2<sup>o</sup> en 4<sup>o</sup>, zullen de overeenkomsten in kracht aanleiding kunnen geven aan toelagen tot de goedkeuring van nieuwe overeenkomsten door de Executieve.

Art. 19. § 1. De toelagen betreffende de uitbatingsuitgaven van de ontwateringswerken worden uitgerekend op basis van de werkelijke uitbatingskosten welke de erkende instellingen verdragen hebben tijdens het afgelopen begrotingsboekjaar.

§ 2. Ten laatste op 31 maart van elk jaar, bezorgt elke erkende instelling aan het Bestuur de overzichtsopgave van deze werkelijke kosten evenals de daaraan verbonden bewijsstukken.

Na nazicht, stelt het Bestuur voor aan de Minister de vastlegging en de vereffening van de toelaatbare toelagen.

§ 3. Indien de volledige en definitieve overzichtsopgave van deze kosten niet kan opgesteld worden op de vastgestelde datum, kan de Minister voorschotten toestaan aan de erkende instellingen ten belope van een derde van het bedrag van de toelagen berekend op basis van de werkelijke kosten verdragen tijdens het boekjaar voorgaand het afgelopen begrotingsboekjaar.

§ 4. Het saldo van de toelagen, na aftrekking van de toegekende voorschotten, wordt vastgelegd en vereffend wanneer de in § 1 bepaalde kosten overgedragen en nagekeken zijn overeenkomstig § 2.

**Art. 20.** De voorleggingsprocedures van de dossiers van aanvraag tot vastlegging en vereffening van de toelagen betreffende de uitbatingsuitgaven worden door de Minister bepaald.

#### HOOFDSTUK VI. — *Overgangs- en opheffingsbepalingen*

**Art. 21. § 1.** Van af de inkrachttreding van dit besluit, zal elke erkende instelling een inventaris van de vorderingsstaten van de werken en de uitgevoerde of in uitvoering studies op die datum opstellen.

Elke studie zal ingedeeld worden in een van de vier vorderingsstaten bepaald in artikel 14, § 5.

Deze inventaris en deze indeling zullen nagezien en goedgekeurd worden door het Comité en het Bestuur.

**§ 2.** De kosten betreffende de studies en de werkleidingen begonnen op de datum van inkrachttreding van het besluit en de overeenstemmende algemene kosten worden beschouwd als zijnde het onderwerp geweest van toelagen voor het verwezenlijkingsstadium waarin zij zich bevinden; in voorkomend geval, worden zij het onderwerp van toelagen voor de verdere stadia aan de in artikel 10, § 1, § 3 en § 4 bepaalde voet.

**§ 3.** De toezichtskosten van de werken aan de gang op de datum van inkrachttreding van het besluit geven aanleiding tot toelage van af deze datum volgens de wijze bepaald in artikel 10, § 2, de vorderingsstaat in acht te nemen zijnde die van de werken.

**Art. 22.** Worden opgeheven :

1. het koninklijk besluit van 17 oktober 1927 houdende instelling van een Comité belast met het onderzoek van het plan der werken tot ontwatering van het grondgebied der gemeenten die bovenwaarts van Luik langs de Maas gelegen zijn;

2. het koninklijk besluit van 23 mei 1929 tot uitbreiding van de opdracht van het Comité van Ontwatering;

3. het koninklijk besluit van 29 maart 1961 houdende toekenning van subsidies aan de « Association intercommunale pour le démergement et l'assainissement de la vallée de la Haine inférieure »;

4. het koninklijk besluit van 19 oktober 1964 tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 maart 1961 houdende toekenning van subsidies aan de « Association intercommunale pour le démergement et l'assainissement de la vallée de la Haine inférieure » (IDEA-HENNUYERE geworden);

5. het koninklijk besluit van 13 mei 1966 betreffende de verlening van toelagen aan de « Association intercommunale pour le démergement des communes de la région de Liège »;

6. het koninklijk besluit van 3 juli 1967 tot wijziging van het subsidiepercentage te verlenen aan de Vereniging « IDEA-HENNUYERE » voor de verbeteringswerken van de waterhuishouding in de vallei van de Haine;

7. het ministerieel besluit van 11 augustus 1976 betreffende de subsidies voor de « Association intercommunale pour le démergement des communes de la région de Liège » en voor de Vereniging « IDEA-HENNUYERE ».

#### HOOFDSTUK VII. — *Slotbepalingen*

**Art. 23.** Dit besluit treedt in kracht op 1 januari 1988.

**Art. 24.** De Minister van Ruimtelijke Ordening, Water en Landleven wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 9 juli 1987.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,  
belast met de Nieuwe Technologieën, de Buitenlandse Betrekkingen, de Algemene Zaken en het Personeel,

M. WATHELET

De Minister van het Waalse Gewest voor Ruimtelijke Ordening, Water en Landleven,

A. LIENARD

F. 87 — 1860

9 JUILLET 1987. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon  
relatif à la surveillance de l'exécution des dispositions en matière de déchets et de déchets toxiques

L'Exécutif régional wallon,

Vu l'article 107 *quater* de la Constitution;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980;

Vu la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 avril 1982 réglant la signature des actes de l'Exécutif, modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 23 décembre 1985;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 27 janvier 1982 portant règlement de son fonctionnement, modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 23 décembre 1985;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 décembre 1985 fixant la répartition des compétences entre les Ministres, Membres de l'Exécutif;

Vu le décret du 5 juillet 1985 relatif aux déchets;

Vu la loi du 22 juillet 1974 sur les déchets toxiques;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;